

26.11.2013, 13:09 - Sion

Actualisé le 26.11.13, 13:18

LE NOUVELLISTE

Source: ATS

26.11.2013, 13:25 - Valais

Actualisé il y a 45 minutes



Fermeture de la base aérienne de Sion: les réactions

ARMÉE



Les jets de combat ne seront plus présents dans la capitale. Crédit: KEYSTONE

Réaction de parlementaires fédéraux valaisans

"Le Valais est perdant sur toute la ligne", lance le conseiller aux Etats Jean-René Fournier (PDC) membre de la commission de politique de sécurité. Il perd 90 emplois à haute valeur ajoutée qui seront remplacés par 40 postes administratifs. Il s'étonne que le DDPS n'ait pas davantage pris en considération la situation économique du Valais. Alors que le canton représente 4% de la population suisse, il ne reçoit qu'un 1,3% des places de travail grâce à l'armée. "Espérons que la ville et le canton seront unis lors de la consultation", a-t-il conclu.

Christophe Darbellay (PDC) estime que "la manière dont Berne traite le Valais est de moins en moins acceptable, aucun autre canton ne paiera un aussi lourd tribut, alors que le Valais a toujours été fidèle à l'armée. Après l'initiative Weber, la décision est dure pour le Valais." Pour lui, "les autorités séduisantes ont creusé leur propre tombe" et "regrette qu'Oskar Freysinger n'ait pas réussi à convaincre Ueli Maurer". Le président du PDC suisse ne croit pas à l'avenir d'un aéroport civil: "même si l'on parle de 8 millions, il faudrait en réalité entre 15 et 20 millions pour qu'il puisse survivre; je ne vois pas qui peut payer. Sans l'armée, Sion ressemblera à la Blécherette..."

Stéphane Rossini (PS) se montre au contraire partagé. D'un côté, le conseiller national est satisfait à l'idée que les jets ne survoleront plus la plaine du Rhône avec son lot de nuisances sonores, mais de l'autre, il s'inquiète pour les quelque 40 places d'apprentissage de polymécaniciens. "Il faudra trouver une solution pour ces jeunes", souligne-t-il. "Après l'initiative Weber sur les résidences secondaires et la réorganisation de l'armée, le Valais est placé devant une vraie opportunité de reconversion économique", ajoute le Valaisan. Il faut désormais penser logements sociaux, santé, énergie.

Réaction de la CVC

La Chambre valaisanne de commerce et d'industrie (CVC) "déplore le manque de leadership et de détermination" de la part des autorités politiques dont elle dénonce le cafouillage dans ce dossier. Le départ de l'armée signifie aussi la perte de moyens financiers pour l'entretien, le développement et l'exploitation de l'aéroport.

D'ici au départ des militaires, il faut réduire les charges de fonctionnement à un niveau acceptable pour les acteurs privés et publics, demande la CVCI. Elle estime que des opportunités existent dans les domaines de l'écolage, de l'entretien et du sauvetage en montagne.

Réaction du président de l'Association des Riverains de l'Aéroport de Sion (ARAS)

"Nous prenons acte de cette fermeture et nous sommes satisfaits en termes de nuisances sonores", note Jean-Paul Schroeter, le président de l'ARAS. Il ajoute: "Nous sommes cependant terriblement déçus de la manière dont les choses ont été communiquées. Nous avons tenté d'être constructifs en apportant de nombreuses propositions au DDPS. Nous voulions relancer le groupe de travail, nous avons fait des propositions écrites à Ueli Maurer ainsi qu'au commandant de la base aérienne. Nous n'avons jamais eu la moindre réponse d'Ueli Maurer, même pas un avis de réception! Nous aurions souhaité un développement de la maintenance des avions à hélices ou des hélicoptères, l'arrivée de drones ou de l'école de pilotage des PC-21. Tout cela a été balayé alors que nos propositions auraient pu maintenir voire même augmenter les places de travail." Jean-Paul Schroeter est aussi très remonté contre le canton: "Leur réaction n'est vraiment pas correcte. Ils rejettent toute la faute sur la Ville de Sion. J'ai surtout l'impression que le canton n'a absolument rien fait pour sauver l'aéroport et qu'ils préfèrent montrer la ville du doigt. Le rapport de l'EPFL est paru en 2012, il n'a jamais été utilisé dans aucune discussion".

Réaction du président du PDC de Sion

Le président du PDC de Sion, Frédéric Sidler est fâché, pour lui, la décision de l'armée est "un gâchis". Il déclare au Nouvelliste: "Je suis fâché aussi bien contre le Canton que contre la Ville de Sion qui n'ont pas pris de position commune. Ils ont été faibles dans la défense des intérêts du Valais. Il n'y a pas eu de dialogue, alors qu'il n'y a que 278 pas entre l'Hôtel de Ville et le Palais du Gouvernement.

Je constate sur les réseaux sociaux que la population est divisée sur l'avenir de l'aéroport, mais malheureusement, personne ne s'est mis autour d'une table pour discuter. C'est catastrophique. Ça l'est d'autant plus que le scénario pourrait se reproduire pour le campus."

L'Association Ras-le-Bol est ravie

L'Association Ras-le-Bol (RLB), qui mène un combat sans concession contre la présence des jets militaires à Sion, se réjouit de la décision de l'armée. "C'est une victoire de la raison et une bénédiction pour tout le Valais dont la population subit depuis trop longtemps les nuisances persistantes de ces jets de combat. RLB voit ainsi se concrétiser, pas à pas, l'objectif qu'il poursuit depuis sa création, sous la présidence de feu Germain Clavien, à savoir: redonner à l'aéroport valaisan sa vocation civile initiale." RLB salue aussi "l'engagement courageux et responsable de la Municipalité de Sion, en particulier de son président Marcel Maurer", par contre, l'association "stigmatise l'attitude du Conseil d'Etat", coupable, à ses yeux, d'avoir ignoré "le dépôt d'une pétition munie de 7 134 signatures contre la présence des jets militaires en Valais en juin 2012".

Réaction des syndicats chrétiens

"Les Syndicats Chrétiens Interprofessionnels du Valais (SCIV) déplorent la décision fédérale de renoncer à la base aérienne de Sion, perte de plus de 150 emplois à la clé. Ils soutiendront l'ensemble des employés et veilleront à ce que les propositions de transfert évoquées par l'armée soient accompagnées des meilleures conditions. La rumeur parlait d'un redimensionnement, la réalité se révèle bien plus brutale. Une disparition complète à l'horizon 2020 qui va lourdement frapper non seulement plus de 150 employés mais aussi toute l'économie valaisanne. Cent cinquante emplois hautement qualifiés qui s'envolent ...pour un silence même pas retrouvé. Que les allergiques au bruit ne se réjouissent en effet pas trop vite: répartition des couloirs aériens civils oblige, le ciel valaisan restera un terrain d'entraînement privilégié des jets militaires. Une partie non négligeable du bruit tant décrié restera donc, mais pas les emplois qui allaient avec! Avec le retrait complet planifié par l'armée, ce sont plus de 150 places de travail qui vont disparaître à la base aérienne de Sion, dont près de 40 places d'apprentissage, ainsi qu'un centre de formation réputé qui forme le quart des polymécaniciens du Valais romand.

"Au-delà de son combat pour que cette décision du DDPS soit mise en œuvre dans le respect des employés, les SCIV espèrent vivement que les autorités valaisannes, au lieu de se renvoyer la balle sur les hypothétiques responsabilités de chacun dans le choix du DDPS, sachent retrouver un minimum d'unité pour penser l'avenir de l'aéroport de Sion après le départ de l'armée. Qu'ils puissent rester ou doivent songer à partir, les employés attendent des autorités communales et cantonales une véritable vision stratégique. Pas un énième lamento anti-fédéral, des larmes de crocodile ou une matze aux clous rouillés exhumée du raccard. Faute de quoi la perte d'emplois et de compétences sera maximum."

Réaction des Verts

Pour les Verts valaisans, la décision du Département fédéral de la défense (DDPS) de se désengager de l'aérodrome militaire de Sion offre de nouvelles opportunités pour le développement économique et touristique du Valais central. Pour compenser à moyen terme les pertes d'emplois, les Verts proposent de requalifier une partie des terrains et des infrastructures de l'aérodrome pour développer un pôle éco-industriel en lien avec les nouvelles chaires de l'EPFL ainsi qu'avec la HES-SO Valais Wallis. L'aéroport civil doit retrouver sa vocation première, celle d'un aéroport de plaisance avec des activités de sauvetage. La question du statut et du financement de l'aéroport civil devra être rapidement réévalué, notamment en intégrant les modèles de Lausanne et de Berne.

Réaction de l'UDC

L'UDC montre clairement du doigt le président de Sion: «Cette décision catastrophique, le Valais la doit avant tout à un homme, Marcel Maurer, qui aura été le véritable fossoyeur de l'aéroport militaire et de ses 170 emplois et places d'apprentissage qualifiées. Marcel Maurer et ceux qui l'ont suivi ont été trompés. Ils croyaient échapper au bruit. Mais le bruit, ils l'auront encore, car l'espace aérien valaisan continuera évidemment d'être utilisé par nos Forces aériennes, mais sans les emplois.»

L'UDC ne croit pas à la possibilité de conserver un aéroport purement civil: "Quant aux chimères des perspectives d'un aéroport purement civil, elles ne trompent plus personne. Sans vrai avenir commercial, l'aéroport de Sion, si nous ne voulons pas le laisser devenir une piste de brousse, devra être porté à bout de bras par l'Etat du Valais et par la Ville de Sion. Mais avec quels moyens?"

Réaction du Parti socialiste

Le Parti socialiste du Valais romand «étant une des rares forces politiques du canton à avoir prôné cette option» salue la décision de l'armée. Le PS estime que celle-ci «doit être perçue comme une opportunité de développement et d'innovation. Par ailleurs, la qualité de vie des citoyens et de leur environnement s'en trouvera nettement améliorée. Nos hôtes de passage apprécieront également cette quiétude retrouvée.»

Les pertes d'emplois sont relativisées par le PS: «Les 170 emplois perdus à l'aéroport seront partiellement compensés par l'arrivée de l'école militaire et sa centaine de places de travail. La balance de postes est négative, mais si le virage qui doit impérativement être pris est bien négocié, les nouveaux emplois qui pourront émerger compenseront largement la septantaine qui disparaîtra.»

Réaction du PDC

Le vice-président du PDC du Valais romand Serge Métrailler «prend acte avec consternation» de la décision de l'armée. Il «regrette la position peu claire de la Ville de Sion et du PLR en particulier qui a surfé sur une vague électorale».

Serge Métrailler évoque ses craintes pour l'emploi, mais aussi des dégâts collatéraux que pourraient avoir le départ des jets militaires. Il rappelle que l'école d'ingénieurs de Sion est en concurrence avec celle d'Yverdon qui bénéficiera, elle, de la proximité de l'aéroport de Payerne.

«Qui paiera la facture pour le maintien de l'aéroport civil? Est-ce possible de le rentabiliser», s'interroge-t-il, tout en appelant à la mise sur pied d'une table ronde cantonale pour trouver des solutions.

Par DV/JYG/C/ATS